

D I S P U T A T I O

L'AFRIQUE DE SARKOZY

Un déni d'histoire

Jean-Pierre Chrétien (dir.)

KARTHALA

Publié avec le concours de la Région Ile de France

Collection **DISPUTATIO**

dirigée par Jean-Pierre Chrétien

Le terme est un clin d'œil à la Sorbonne médiévale, à l'idée qu'il n'y a pas de vie intellectuelle sans discussions. Les débats publiés dans cette collection portent sur les Suds comme sur les Nords de notre ^{xxi}e siècle débutant. Il ne s'agit pas de polémiques qui retombent aussi vite qu'elles ont grossi dans les médias, mais de questions cruciales où la virulence n'exclut pas la rigueur. « Disputatio » accueille des combats où la conviction doit s'allier à la compétence.

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

© Éditions KARTHALA, 2015
(Première édition papier, 2008)

ISBN : **978-2-8111-3004-6**

Jean-Pierre Chrétien

avec

**Pierre Boilley, Achille Mbembe, Ibrahima Thioub
et Jean-François Bayart**

L'Afrique de Sarkozy

Un déni d'histoire

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

Les auteurs

Jean-Pierre CHRÉTIEN est historien, directeur de recherches émérite au CNRS et ancien directeur de l'actuel Centre d'étude des mondes africains de l'université Paris 1, directeur de publication de la revue *Afrique et Histoire* (2003-2007). Il a publié notamment *L'Afrique des Grands lacs. Deux mille ans d'histoire* (Aubier/Flammarion, 2000 ; traduit chez Zone Books, New York, 2003) ; *Rwanda. Les médias du génocide* (Karthala, 1995) ; *Burundi 1972. Au bord des génocides* (Karthala, 2007) et des ouvrages collectifs sur l'ethnicité et sur les rapports entre mémoire et histoire en Afrique.

Jean-François BAYART, directeur de recherche au CNRS (Sciences Po. – CERI), a notamment publié *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation* (Fayard, 2004), *L'Illusion identitaire* (Fayard, 1996), *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, (avec Achille Mbembe et Comi M. Toulabor, chez Karthala, 1992) et *L'État en Afrique. La politique du ventre* (Fayard, 2006, nouvelle édition augmentée).

Achille MBEMBE est professeur d'histoire et de science politique à l'université du Witwatersrand (Johannesburg, Afrique du Sud) et directeur de recherche au Witwatersrand Institute for Social and Economic Research (WISER). Il enseigne également à Duke University (États-Unis). Il est l'auteur de *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine* (Karthala, 2000).

Pierre BOILLEY est professeur d'Histoire contemporaine de l'Afrique à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, et directeur du Centre d'Études des mondes africains (CEMAf), unité mixte du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il a publié, entre autres, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain* (Karthala, 1999) ; *Amidou Mariko, mémoires d'un crocodile. Du sujet français au citoyen malien* (Bamako, Editions Donniya, 2001) ; *Nomades et commandants. Administration coloniale et sociétés nomades dans l'ancienne AOF* (Karthala, 1993).

Ibrahima THIOUB, professeur d'Histoire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et directeur du Département d'Histoire de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, est membre du Bureau de l'Association des historiens africains (AHA) et rédacteur en chef de la revue *Afrika Zamani*. Il a publié de nombreux articles d'histoire africaine et d'histoire du Sénégal. Il a édité *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial*, (avec C. Becker et S. Mbaye, Dakar/Paris, Direction des Archives du Sénégal/Karthala, 1997) et *Patrimoines et sources historiques en Afrique* (Union académique internationale, UCAD, Dakar, 2007).

Introduction

Par delà un discours présidentiel

Jean-Pierre CHRÉTIEN

« ... Chacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage ; comme de vrai, il semble que nous n'avons autre mire de la vérité et de la raison que l'exemple et l'idée des opinions et usances du pays où nous sommes. Là est toujours la parfaite religion, la parfaite police, parfait et accompli usage de toutes choses... »

Montaigne, *Essais*, XXXI,

« Des cannibales »²

Le 26 juillet 2007, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, a tenu dans le grand amphithéâtre de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar une conférence dédiée à « la jeunesse africaine » sur le passé et l'avenir de ce continent. Cette homélie censée définir un nouveau regard de notre pays sur l'Afrique est passée presque inaperçue des médias au cœur de l'été, mis à part quelques réactions d'intellectuels, qu'une indignation manifeste a tirés de leurs devoirs de vacances :

1. Paris, éd. Garnier, 1952, livre premier, p. 234.

« rebonds » dans *Libération*² et prises de position virulentes d'historiens africains diffusées sur des sites internet³. *Jeune Afrique*, généralement poli avec les gouvernants, s'étonna aussi de la manière dont « Sarko découvre l'Afrique » sous la plume de son conseiller Henri Guaino, rédacteur du discours en question : « des théories d'un autre âge », « un fatras de clichés », « un texte à côté de la plaque »⁴.

On trouvera en annexe le texte de ce discours. Les auteurs de ce livre l'ont lu attentivement et n'ont eu que l'embarras du choix pour les citations qu'ils en donnent. Que l'auteur de ce texte ne dise pas que des phrases en ont été malicieusement tirées de leur contexte ! Après une brève adresse d'environ 1700 signes, le président évoque les raisons de pleurer des Africains (la traite et la colonisation) et surtout les raisons de ne pas se complaire dans les repentances ou dans le dénigrement de ce qui aurait été essentiellement une confrontation avec la modernité, autant marquée de bonnes actions que de dérapages regrettables (7000 signes). Il poursuit ensuite ses considérations sur cet antagonisme entre l'imaginaire de l'ancienne culture africaine (environ 3000 signes) et les lumières du progrès venu

2. *Libération* : T. Heams, « L'homme africain. .. » (2.8.2007) ; Raharimanana, B. Boris Diop et al., « Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy » (10.8.2007) ; C. Coquery-Vidrovitch, G. Manceron, B. Stora, « La mémoire partisane du président » (13.8.2007) ; F. Brisset-Foucault, M.E. Pommerolle, E. Smith, E. Viret, « Géopolitique de la nostalgie » (14.8.2007) ; N. et S. Kourouma, « En mémoire de notre père » et B. Girard, « Les tribulations sarkoziennes en Afrique et l'histoire à l'école » (20.8.2007). Et aussi : E. Smith, « L'Afrique de Monsieur Sarkozy », *Mouvements*, 7.8.2007 ; J.-P. Chrétien « Le discours de Dakar. Le poids idéologique d'un 'africanisme' traditionnel », *Esprit*, novembre 2007, pp. 163-181.

3. Voir le site web www.ldh-toulon.net, rubrique « Histoire et colonies », « Sarkozy et l'histoire ». Notamment : Achille Mbembe, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », 1.8.2007, et « France-Afrique : ces sottises qui divisent », 10.8.2007 ; Ibrahima Thioub, « Lettre à M. Nicolas Sarkozy », 8.8.2007 ; Mamadou Diouf, « Pourquoi Sarkozy se donne-t-il le droit de nous tancer et de juger nos pratiques... », 17.8.2007 ; Boubacar Boris Diop, « Le discours inacceptable de Nicolas Sarkozy », 14.8.2007.

4. *Jeune Afrique*, 5-11 août 2007, pp. 40-47.

d'Occident (environ 5000 signes), pour plaider en faveur d'une synthèse senghorienne censée offrir enfin une entrée de l'Afrique dans l'histoire (5000 signes). Puis interviennent des considérations sur l'Afrique actuelle (environ 8000 signes) sous la forme d'incantations censées stimuler la jeunesse africaine et une conclusion très générale sur le désir de la France d'appuyer cette « renaissance » (moins de 2000 signes). Ce balancement permanent entre tradition et modernité laisse supposer que la jeunesse africaine aurait entièrement son destin entre ses mains, à la seule condition d'assumer ce passage culturel, et qu'elle n'attendait que d'y être invitée par ce message d'un président français. Le plus étonnant dans cette rhétorique, vibrante de la recherche de *captatio benevolentiae*, réside peut-être dans ce qu'elle se laisse dire par prétérition : « je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, vous donner des leçons » ; « le problème de l'Afrique, c'est qu'elle est devenue un mythe que chacun reconstruit pour les besoins de sa cause »...

Fallait-il tourner la page ? En fait, six mois plus tard, au début de 2008, le défi demeure. L'actualité l'a plutôt relancé : l'amendement sur le test A.D.N. comme critère de validation des familles d'immigrés en octobre 2007, au moment où un mépris souverain était affiché pour la parenté en Afrique par les « humanitaires » français de « L'arche de Zoé », attestant la récurrence de la vision primitiviste des sociétés africaines dans notre pays, puis le contraste entre l'émotion suscitée à la fin de 2007 par le fait que ces illuminés étaient aux mains d'une « justice nègre » et le silence pesant sur le sort des opposants tchadiens victimes des arrestations arbitraires du président Déby en février 2008⁵... D'un côté on fait la leçon à la « jeunesse africaine », de l'autre le pétrole et la *realpolitik* entretiennent la reproduction des logiques « françafricaines », dénoncées par le regretté François-Xavier Verschave⁶. En janvier 2008 Aminata

5. Cf. J.-F. Bayart, « Obscénité franco-tchadienne », *Le Monde*, 13.2.2008.

6. F.-X. Verschave, *La Françafrrique. Le plus long scandale de la République*, Paris Stock, 1998.

Traoré signe un nouvel ouvrage consacré à « l'étau » de la mondialisation, *l'Afrique humiliée*, où elle exprime sa stupéfaction devant la diffusion sur les télévisions africaines d'un discours qu'elle ressent comme une « insulte »⁷ : un « discours sur l'état de l'Union... française », écrit-elle en citant le journaliste et romancier sénégalais Boubacar Boris Diop. Et par ailleurs le rédacteur du discours, Henri Guaino, persiste et signe : l'image du paysan immobile, dans le temps cyclique africain, serait un « archétype », valable aussi pour notre propre passé, ce qui ne l'empêche pas de récuser ensuite l'accusation de paternalisme, tout en regrettant que, dans l'amphithéâtre dakarois, des « notables » aient été là plutôt que les étudiants, lesquels auraient évidemment bu le nectar de ce message avec délectation⁸.

Nous pourrions certes passer notre chemin, laisser les gens qui nous gouvernent s'enliser dans les vieux clichés qui leur sont apparemment chers. Bref, ces propos pourraient être traités par le mépris, comme le proposait dès juillet 2007 l'historien sénégalais Mamadou Diouf, devenu depuis lors directeur de *l'Institute for African affairs* à l'université Columbia de New York. Cependant ce discours présidentiel engage l'État, il implique donc les citoyens français, il intervient dans les relations intellectuelles entre Africains et Européens.

Fallait-il donc « répondre » à ce discours ? Cette position se comprend d'abord depuis l'Afrique. Les écoles et les universités existent sur ce continent, l'histoire y est enseignée, des auteurs africains sont internationalement reconnus en ce domaine. Les étudiants de Dakar ont des professeurs qui leur permettent de se passer des services du chargé de cours auto-proclamé venu de Paris. Pourquoi les chercheurs africains spécialisés ne s'étonneraient-ils pas publiquement de cet enseignement parallèle venu contester l'historicité de leur continent ! Un projet d'ouvrage a été lancé dans cette perspective par l'historienne malienne Adame Ba Konaré.

7. A. Traoré, *L'Afrique humiliée*, Paris, Fayard, 2008, pp. 39-53.

8. Emission de Frédéric Taddei, « Ce soir ou jamais », *France 3*, 22.1.2008.

Notre ambition se situe sur un plan un peu différent. Il fallait réagir face à ce discours, prendre position sur cet acte public, stupéfiant dans sa forme, même si le fond n'en est hélas que trop banal. Mais les réactions exprimées dans ce livre ne sont ni des notes en bas de page, ni une discussion scolaire face à des certitudes verrouillées par un pouvoir. Face à une recette bétonnée du type « L'Afrique c'est comme ça », on ne se retrouve pas dans un débat de séminaire de recherches. Nous ne rêvons pas non plus de dispenser un cours *ad usum delphini*, pour tenter d'expliquer que la science existe par delà la rhétorique. Nicolas Sarkozy a apparemment déjà trouvé un mentor en la matière.

Nous n'avons pas voulu non plus que cet ouvrage ne reflète que des « humeurs » condamnées à l'éphémère bruissement de l'information. Au début d'octobre dernier, des noms d'oiseau, pour rester poli, avaient été échangés, par médias interposés, entre Henri Guaino et Bernard Henri-Lévy. Ces scènes de ménage franco-françaises ne font pas avancer d'un iota la compréhension de l'Afrique. Les inquiétudes, dont nous nous faisons ici l'écho, ne nous permettent pas d'en rester au niveau d'une humeur. D'ailleurs une *disputatio*, dans la tradition universitaire médiévale, n'était pas une échauffourée, mais une confrontation de positions conduisant en principe à un approfondissement. Puisque il est tant question de « renaissance », nous nous référerons à Rabelais, dans la *disputatio* opposant Pantagruel et Panurge à Thaumaste⁹ : « Es-tu ici venu pour disputer contentieusement [c'est-à-dire avec l'esprit querelleur d'une polémique pour ébahir le public] de ces propositions que tu as mises, ou bien pour apprendre et en savoir la vérité ? ».

Notre objectif n'est pas de lancer une énième polémique anti-Sarkozy dont se repaissent certains organes de presse. Et pourtant il s'agit bien de l'actualité de notre monde du XXI^e siècle. Ni en Afrique, ni en France, nous ne vivons sur une

9. F. Rabelais, *Pantagruel*, Paris, Belles lettres, 1946, p. 100.

autre planète. Les déclarations du président de la République sur l'Afrique constituent une position officielle de notre temps, pas un document d'un autre âge. Les enjeux, idéologiques, politiques et sociaux, en sont trop graves pour qu'on laisse une rhétorique occulter un débat de fond. Ce qui est en cause, c'est la compréhension du destin, actuel autant (plus même) qu'ancien, de centaines de millions d'hommes. C'est aussi la dignité et la cohérence du regard porté par notre pays sur une partie du monde avec laquelle des liens étroits ont été noués, surtout depuis deux siècles, et qui est à nos portes, qui est dans nos murs. Qu'on le veuille ou non, notre « identité », toujours en mouvement comme toute identité, comporte aussi sa part d'Afrique, dans l'imaginaire des arts et des lettres, de la musique et des rythmes, dans les visages de la rue, dans la vie associative et la sensibilité de nombreux milieux, dans des problématiques sociales marquées par « l'immigration » des uns et « l'expatriation » des autres, ce que parfois on appelle une situation « postcoloniale ». Le discours de Dakar ne porte pas sur la planète Mars (comme celui de Kourou). Parler d'Afrique chez nous est aussi important et sensible que s'il s'agissait de l'Amérique, de l'Allemagne ou du monde arabe. Les propos d'un chef d'État français ne peuvent y être ni innocents ni décoratifs. Il ne s'agit certes pas d'un discours de comices agricoles. Mais le ton aurait sûrement été différent devant des amphithéâtres universitaires à Washington, à Berlin ou à Rabat ! La colère des historiens de l'Afrique, qui s'expriment ici, est donc légitime et doit être entendue.

D'une manière générale, les politiques ne parlent pas du passé pour faire de l'histoire, même quand ils se réfèrent à la « mémoire » collective, mais plutôt pour asseoir leur pouvoir et légitimer leur action. Les historiens savent très bien que « les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères ». L'homélie de Dakar, recomposant le passé africain, sur le ton d'un humanisme paternaliste, a été prononcée à quelques encablures d'une actualité brûlante et dure, celle des pirogues échouant aux Canaries, non loin aussi des traversées du désert

se terminant sur les grillages de Ceuta et de Melilla. La vision du passé portée par ce discours ne peut être dissociée des épreuves de l'actualité, si peu présente dans ce discours prononcé pourtant par un chef d'État.

Or en l'écoutant ou en le lisant, on ne pouvait éviter de penser aux débats qui, depuis ces dernières années, ont marqué en Europe, et notamment en France, un réveil de la mémoire du colonialisme, parallèlement aux débats internes sur l'immigration. On a assisté d'abord à un réveil de l'illusion coloniale, avec des publications très médiatisées, notamment la *Négrologie* du journaliste Stephen Smith¹⁰ en 2003. Selon cet auteur, « l'agonie » du continent noir serait due à sa « pauvreté humaine », à une culture créatrice de marginalité et d'arriération. Ce continent serait donc prospère « s'il n'était pas peuplé d'Africains ». La spécification raciale ne se réfère plus à l'anthropométrie ou à la biologie du début du siècle dernier, mais au registre des représentations et des constitutions mentales, ce qui a l'avantage de globaliser de manière « correcte », en présentant comme intrinsèques à l'âme des anciens colonisés et pratiquement pigmentaires les étiquetages idéologiques des colonisateurs. « L'africanité raciale » serait en quelque sorte un trait de culture noire ! Le procédé est d'autant plus pervers qu'historiquement l'expertise coloniale a aussi touché les colonisés, à travers l'encadrement des populations et l'instruction de leurs enfants. Le combat des intellectuels africains a consisté précisément, au lendemain des Indépendances, à réagir contre cette aliénation indigéniste récurrente¹¹.

10. S. Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003 (réédition chez Hachette en format de poche en 2004). A ce sujet, voir J.-P. Chrétien, « Faut-il être « afropessimiste » ? », *Esprit*, juin 2004, pp. 171-175 et le dossier « Misères de l'afropessimisme », dans *Afrique et histoire*, n° 3, avril 2005, pp. 183-211. Sur un autre ton, la nostalgie coloniale apparaît aussi en 2001 sous la plume d'un autre journaliste, Jean de la Gué-rivière, *Les fous d'Afrique. Une passion française*, Paris, Le Seuil.

11. On pourrait citer les oeuvres de Paulin Houtondji, Stanislas Adotevi, Valentin Mudimbe, Achille Mbembe... Sans oublier, dès 1950, aux éditions

Le retour du « colonial » va connaître un sommet durant l'année 2005, à la fois dans les confrontations de mémoires et sur le terrain social français. Le 23 février, l'Assemblée nationale vote une loi sur « la reconnaissance de la Nation en faveur des Français rapatriés », dont l'article 4, tout en recommandant que « la recherche universitaire accorde à l'histoire de la présence française outre-mer la place qu'elle mérite », demande que « les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif » de cette présence. Cette phrase était bien dans la ligne du projet initialement déposé qui insistait sur le rôle de la colonisation dans le « développement économique et social » comme dans le « rayonnement de la France », nouvelle formulation des discours tenus par Jules Ferry dans les années 1880 sur l'apport de « la civilisation ». Les réactions des historiens contre cette « histoire officielle » ne se sont pas fait attendre, notamment à travers une pétition lancée par le regretté Claude Liauzu qui visait essentiellement l'article 4. Ce dernier sera finalement retiré en janvier 2006 sur décision du Conseil constitutionnel et sur la suggestion du président Chirac, soucieux de désamorcer ce conflit¹².

Mais, à l'opposé, depuis janvier 2005, un « Appel pour les Assises de l'anticolonialisme postcolonial », mieux connu par sa pétition intitulée « Nous sommes les indigènes de la République », exigeait le dévoilement de l'héritage colonial (celui des XIX^e et XX^e siècles comme celui des XVII^e et XVIII^e siècles), décrit comme une « histoire occultée », et revendiquait repentance et réparations. Associant étroitement exigence mémorielle et écriture de l'histoire, le collectif

Présence africaine, le *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire, épingleant les « journalistes fielleux » et « les ethnographes métaphysiciens dogonnoux ».

12. P. Boilley, « Loi du 23 février 2005, colonisation, indigènes, victimisations. Evocations binaires, représentations primaires », *Politique africaine* n° 98, juin 2005, p. 131-140. Voir aussi C. Liauzu, G. Meynier et al., « Non à l'enseignement d'une histoire officielle », *Le Monde* (25 mars 2005).

« Devoirs de mémoires », issu de ce mouvement, écrivait : « enseigner les histoires [on notera le pluriel], c'est comprendre et s'approprier une filiation pour aborder l'avenir ». Il était donc fortement suggéré qu'une continuité directe existait entre les passés esclavagiste et colonial (eux-mêmes amalgamés) et les discriminations racistes contemporaines. C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'image d'une « fracture coloniale », popularisée par l'équipe de l'ACHAC (Association pour la connaissance de l'Afrique contemporaine), connue pour ses nombreuses publications sur l'idéologie et la culture coloniales¹³. Cette expression apparaît comme une transposition de la notion de « fracture sociale », lancée par Marcel Gauchet en 1990 dans *Le Débat*, pour stigmatiser cette fois la marginalisation sociale dont souffrent en France les personnes issues des anciens empires d'outre-mer (celui des « Iles à sucre », comme celui de Jules Ferry), donc une cicatrisation mal faite du corps social français entre descendants des colonisés et descendants des colonisateurs.

La « crise des banlieues » de l'automne 2005, malgré l'absence de revendications exprimées par ses acteurs, apparut comme une illustration vivante de ce clivage. À vrai dire, elle donna lieu à une série de placages idéologiques où les préjugés sur les Africains se taillèrent la part du lion. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, expliqua à la télévision¹⁴, en réplique à une observation du député socialiste Julien Dray sur les problèmes sociaux révélés par cette crise, que le refus d'intégration serait à l'évidence « culturel », car les jeunes originaires d'Afrique ne sont pas « des Suédois, des Danois ou des Hongrois » et il illustra cette dimension en évoquant « tenues traditionnelles », religion, polygamie... Cette dernière réalité a

13. P. Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (éd.), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005. Voir aussi N. Bancel, P. Blanchard et F. Vergès, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003.

14. TV5, reprise de l'émission « A vous de juger », 12 novembre 2005.

eu le succès que l'on connaît. La secrétaire perpétuelle de l'Académie française, Hélène Carrère d'Encausse, promue spécialiste de l'Afrique sur une chaîne de télévision russe, a donné la respectabilité qui convenait à cette explication¹⁵ !

« Ces gens, ils viennent directement de leurs villages africains. Or la ville de Paris et les autres villes d'Europe, ce ne sont pas des villages africains. Par exemple, tout le monde s'étonne : pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair... beaucoup de ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! On comprend pourquoi ces enfants courent dans les rues. »

À la même époque (fin septembre et début octobre 2005), des centaines d'Africains massés près des enclaves espagnoles de Melilla et de Ceuta étaient brutalement refoulés par les forces marocaines, causant des morts et des blessés. La forteresse Europe se barricadait face à la pression des candidats africains au travail migrant. Autre élément de l'actualité : en avril et août 2005 plusieurs incendies d'immeubles vétustes à Paris avaient provoqué la mort de plusieurs dizaines de locataires, dont une vingtaine d'Ivoiriens. Enfin, décision hautement symbolique, un ministère de « l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement », sera créé en mai 2007, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Cette association verbale, qui fétichise un concept particulièrement complexe et fluide, « l'identité », face aux notions conjointes de « l'immigration » et du « développement », renvoie évidemment à un

15. D'après Lorraine Millot, correspondante à Moscou, *Libération*, 15 novembre 2004.

Autre bien précis, celui venu du sud de la Méditerranée¹⁶ !

Ce présent de l'histoire des Africains compte infiniment plus dans la conscience des jeunes Noirs de Paris, de Dakar, de Bamako ou d'Abidjan que la nostalgie du passé mythique qui serait censé les hanter d'après l'ethnologie élyséenne. Ce constat d'actualité a notamment inspiré la création en février 2005 du Conseil représentatif des associations noires (CRAN)¹⁷ : loin de se complaire dans un communautarisme tourné vers le passé ou dans des considérations sur « l'âme africaine », ce collectif vise à rendre simplement visible la place effective des Africains et des Antillais dans la société française.

Les débats qui se sont développés en France à ce sujet (question des statistiques « ethniques », demandes de réparations pour les « crimes de la colonisation », qualification de « génocide » de la traite négrière...) ont aussi fait apparaître, il faut le dire, un piège culturel, celui de rabattre toute l'histoire des Africains sur « l'épisode colonial », de faire débiter celle-ci avec la conquête européenne selon le modèle même de « l'histoire coloniale ». Sur un mode revendicatif renouant avec le tiers-mondisme, l'histoire ancienne du continent serait ainsi à nouveau réduite à l'aune du discours ethnographique sur l'Afrique dite « traditionnelle ». Que « l'œuvre coloniale » soit louangée ou vilipendée, le risque est identique : ce continent va se trouver réduit à la même vision manichéenne, celle de la « tradition » (africaine) et de la « modernité » (étrangère). Le passé de ces sociétés est alors perçu comme quasi immobile, qu'elles soient décrites comme « sauvages » par les uns ou comme « équilibrées » par les autres. Le texte Sarkozy-

16. Cette création suscita la démission immédiate de huit historiens du comité scientifique de la « Cité nationale de l'histoire de l'immigration » (le nouveau musée de la Porte Dorée à Paris).

17. Cf. *Esprit*, juin 2007, « Les « Noirs » de France, une invention utile ? Table ronde avec Jean Boulègue, Jean-Pierre Chrétien, Agnès Lainé, Patrick Lozès et Pap Ndiaye », pp. 86-98.

Guaino présenté à Dakar s'inscrit précisément dans cette grille de lecture dualiste qui a marqué les débats que nous venons d'évoquer. On y décèle une alchimie combinant, consciemment ou non, la notion de « fracture coloniale », récupérée dans un sens « positif », et les clichés de la « négrologie ».

Le déni d'histoire, manifesté sans ambages dans cette conférence, hante plus qu'on ne pense les propos européens sur l'Afrique. Tantôt il se déploie dans un exotisme intemporel, tantôt il se contente de quelques cartes postales (Tombouctou la mystérieuse, les énigmatiques fortifications de Zimbabwe, Gorée porte de la traite, les masques dogon, voire quelques pharaons noirs). Si ce continent n'est pas « entré dans l'histoire », c'est en particulier dans la tête des Français ! Il se trouve certes des antiquaires de par le monde pour connaître le prix de ce passé. En janvier 2007, 669 pièces du néolithique malien, venues d'un pillage parmi d'autres, étaient saisies à l'aéroport de Roissy. Comme le notait la presse à l'époque, « les arts premiers sont à la mode »¹⁸. Et cependant aussi bien le discours humanitaire de la compassion ou de l'ingérence que le discours anticolonialiste de la victimisation immémoriale¹⁹, quand il font des peuples africains une véritable pâte à modeler n'ayant le choix qu'entre la protection ou la domination, entretiennent eux-mêmes une vision déshumanisée de ces peuples, amputés de leur histoire avant l'arrivée des Blancs.

Le piège est profond, à la fois très ancien et toujours actuel. Ce regard obsédant porté sur les Africains nous renvoie à des préjugés très anciens et bien connus de la pensée européenne, qu'il s'agisse des interprétations de la « malédiction de Cham » dans le christianisme ou, plus récemment, des affirmations de Hegel dans son ouvrage *La raison dans l'histoire* faisant de l'Afrique le continent de l'immobilité, « un monde tumultueux

18. *Le Monde*, 24-25 mars 2007.

19. Ce que Jean-François Bayart il y a une vingtaine d'années (*L'Etat en Afrique*, Paris, Fayard, 1989, p. 54) stigmatisait déjà comme « le misérabilisme du paradigme du joug ».

de pulsions et de sensations », « le pays du désordre éblouissant, joyeux et tragique de la création »²⁰ :

« Le nègre représente l'homme naturel dans toute sa barbarie et son absence de discipline. Pour le comprendre, nous devons abandonner toutes nos façons de voir européennes. Nous ne devons penser ni à un Dieu spirituel ni à une loi morale ; nous devons faire abstraction de tout esprit de respect et de moralité, de tout ce qui s'appelle sentiment, si nous voulons saisir sa nature. Tout cela, en effet, manque à l'homme qui en est au stade de l'immédiateté : on ne peut rien trouver dans son caractère qui s'accorde à l'humain ».

On retrouve là l'archétype de la pensée coloniale. Le racisme se fait parfois brutal, comme des incidents récents dans le monde du football l'ont montré, mais aujourd'hui encore, au quotidien, l'Afrique subit toujours, de manière sourde et lancinante, les effets d'une sorte de vieux discours parallèle (dit ou non dit), ceux d'une petite chanson exotique, portée par des mots-clefs et des images bien rodées. Combien de fois ce continent reste dans nos médias celui du « mystère » et de « l'aventure », celui du (non regretté) rallye Paris-Dakar et des safaris-photos. L'historienne Hélène d'Almeida-Topor note que, depuis vingt ans, plus de la moitié des thèmes que lui avait consacrés la télévision française étaient animaliers²¹. C'est l'Afrique des dépliants touristiques, de nombre d'introductions de rapports d'experts, des fiches à l'intention de nos dirigeants en déplacements officiels : les tribus et les conflits ancestraux ; les superstitions, les fêtes et les mystères ; les révélations

20. Hegel, *La raison dans l'histoire*, trad., Paris, UGE, 1979, p. 251. Extrait et commentaires, tirés de A. Mbembe, *De la postcolonie, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, pp. 221-222.

21. H. d'Almeida-Topor, *Idées reçues. L'Afrique*, Paris, Ed. Le Cavalier bleu, 2006, pp. 13-17.

dogon²² ; mais aussi les souvenirs nostalgiques de l'oeuvre coloniale ; et, *the last but not the least*, la misère dont les Africains seraient les seuls responsables et les actions humanitaires ; bref, un continent toujours surprenant et chaotique, une sorte de brousse sans lois, où même les liens familiaux seraient aléatoires « au-delà de papa-maman »²³. Le journaliste Philippe Bernard a souligné à juste titre tout ce qui rapproche les errements de « l'Arche de Zoé » et « la vision de l'Afrique qui imprègne a société française » jusque dans le discours présidentiel. Son article de novembre 2007 dans *Le Monde* mérite d'être cité²⁴ :

« ... Cela suppose de considérer l'Afrique comme une sorte de friche où les Occidentaux peuvent agir à leur guise, y compris en s'affranchissant des règles qu'ils prétendent eux-mêmes promouvoir. Il est alors possible de prendre des enfants tchadiens pour des Soudanais du Darfour, des membres de familles nombreuses pour des orphelins, un pays indépendant pour une zone de non-droit [...].

Comme dans l'imagerie coloniale, les Noirs seraient de grands enfants un peu irresponsables dont on pourrait faire le

22. Il n'est guère de conférence sur l'Afrique en France qui ne suscite pas, dans la salle, une question sur les Dogon. Sur la fascination exercée par cette population du Mali, dans le prolongement de la tradition promue par l'ethnologue Marcel Griaule dans les années 1930, et sur ses effets dans l'industrie touristique en Afrique de l'Ouest, voir : A. Doquet, *Les masques dogon*, Paris, Karthala, 1999 ; J. Bouju, « Tradition et identité. La tradition dogon entre traditionalisme rural et néo-traditionalisme urbain », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie* (éd. Parenthèses), 2, Marseille, 1996, pp. 95-117 ; E. Jolly, Commentaires d'une série « Histoires de Dogon », présentée par Catherine Clément sur *France Culture* en mai-juin 2006. (www.lumieresprimaires.com/blog/2006/07/catherine-clment).

23. Dixit Emilie Lelouch, de « Children Rescue », alias « Arche de Zoé » (cf. le reportage de Marc Garmirian (agence Capa), « 66 minutes », chaîne M6, 13.11.2007).

24. P. Bernard, « L'Afrique dans le miroir de Zoé », *Le Monde*, 28.11.2007.

bien malgré eux, au besoin en leur faisant la leçon [...]. Cette France qui applaudit le président de la République lorsqu'il multiplie les entraves au regroupement familial des Africains fond littéralement devant les petits Kirikou, précisément convoités pour fonder une famille européenne. La société française peut exiger des tests ADN pour prouver la filiation d'enfants noirs immigrés, au moment où certains de ses membres se procurent auprès de chefs de village d'autres enfants noirs, sans se soucier de l'existence de leurs parents ».

Nous sommes donc en présence d'un vieil héritage de la culture européenne qui rangeait les Africains dans une case portant les étiquettes de la barbarie et de l'enfance, de la tradition et du mystère, face à une modernité venue par définition d'ailleurs. Or le texte de Dakar fourmille de formules emblématiques de cet imaginaire : « foi mystérieuse », « l'âme africaine », un « imaginaire merveilleux », une « sagesse ancestrale », la « symbiose avec la nature », un « ordre immuable », un « paradis perdu, une « identité africaine faite de mystique, de religiosité, de sensibilité », un « temps de l'éternel présent... de la sensation, de l'instinct, de l'intuition », le « mystère » d'un monde où « le sacré était partout », un « temps des magiciens, des sorciers et des chamanes », une « parole... qui se répète de génération en génération ». En conclusion, l'Afrique c'est notre enfance :

« L'Afrique a fait se ressouvenir à tous les peuples de la terre qu'ils avaient partagé la même enfance. L'Afrique en a réveillé les joies simples, les bonheurs éphémères et ce besoin, ce besoin auquel je crois moi-même tant, ce besoin de croire plutôt que de comprendre, ce besoin de ressentir plutôt que de raisonner, ce besoin d'être en harmonie plutôt que d'être en conquête. »

Cette vision veut faire écho à la pensée de Senghor, déjà très critiquée en Afrique depuis des décennies, qui opposait